

Brèves économiques

Afrique de l'Est et Océan Indien

Régional	Lancement de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)
Burundi	<i>Pas de brèves cette semaine</i>
Comores	Validation de la Politique nationale de qualité
Djibouti	Rapport de la mission du FMI sur les statistiques du secteur externe
Erythrée	<i>Pas de brèves cette semaine</i>
Ethiopie	Publication du premier rapport du FMI sur le secteur bancaire éthiopien
Kenya	Nouveau remboursement de prêt à l' <i>Exim Bank of China</i>
Madagascar	Financement par la BAD de 42,9 MUSD pour renforcer le réseau électrique
Maurice	Financement de 33,3 MEUR par la BEI pour la fabrication de réactifs contre la Covid
Ouganda	Le pays cherche 976 MUSD pour financer la réhabilitation de son chemin de fer
Rwanda	Nouvelles mesures de lutte contre la Covid-19
Somalie	Accord pour l'extension de l'aéroport de Bosaso avec l'entreprise TISL
Soudan	Paquet d'aide américain incluant un volet législatif et économique
Soudan du Sud	Une étude de la FAO indique que la famine pourrait toucher 7,5 millions de personnes
Tanzanie	Les recettes publiques du secteur minier devraient augmenter de 33 % d'ici 2024

Actualités Régionales

Covid19 : Evolution de la situation

sanitaire. Après - 52 % la semaine passée, l'évolution du nombre de nouveaux cas hebdomadaires dans la zone AEOI diminue à nouveau cette semaine et atteint un point bas depuis septembre 2020 (+ 7 399 contre + 9 090 la semaine passée, soit - 9 %), alors que celui-ci reste relativement stable dans le monde (+ 4,1 M les 2 dernières semaines). Le nombre de nouveau cas hebdomadaire au Kenya diminue pour la 3^{ème} semaine de suite (+ 835

Pays \ Date	Nombre de cas			Nombre de décès		
	20/12	27/12	3/1	20/12	27/12	3/1
Burundi	761	804	833	7	7	13
Comores	643	715	864	61	61	62
Djibouti	5 781	5 805	5 841	0	1	3
Erythrée	754	992	1 320	1 846	1 901	1 944
Ethiopie	119 494	122 413	125 049	1 633	1 655	1 685
Kenya	94 151	95 843	96 678	259	260	262
Madagascar	17 587	17 633	17 767	10	10	10
Maurice	524	524	527	59	72	98
Rwanda	7 232	7 817	8 567	0	0	0
Seychelles	202	211	284	124	127	130
Somalie	4 662	4 690	4 714	62	62	63
Soudan du Sud	3 228	3 308	3 558	1 434	1 468	1 468
Soudan	22 823	23 316	23 316	21	21	21
Tanzanie	509	509	509	230	245	274
Ouganda	30 702	33 563	35 715	5 748	5 892	6 035
Total AEOI	309 053	318 143	325 542	11 494	11 782	12 068

contre +1 692 et + 3 846) et atteint son plus bas niveau depuis la semaine du 8/06/20 au 15/06/20 (+ 827). Au Rwanda, le nombre de nouveau cas hebdomadaire atteint + 750, contre + 585 la semaine passée, un niveau qui n'avait pas été atteint depuis la dernière semaine d'août avec + 954.

* Le nombre de cas reportés par l'OMS peut subir, compte tenu des délais de transmission, un léger décalage avec les données nationales, variable pour chaque pays. Aussi, la stabilité du nombre de cas en Tanzanie reflète l'arrêt de la comptabilisation par le gouvernement depuis fin avril ; les émeutes en Éthiopie ont perturbé la communication régulière sur le suivi de l'épidémie.

Lancement de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Le 1^{er} janvier 2021 a été officiellement lancée la ZLECAf dont l'objectif est de renforcer l'intégration économique du continent grâce à un marché unique libéralisé de 1,3 Md d'habitants. La première étape consiste en l'élimination progressive (sur 5 à 10 ans) des barrières tarifaires et non-tarifaires pour 90 % des biens échangés. Selon la Commission économique pour l'Afrique, d'ici 2040, la ZLECAf permettrait un accroissement des exportations industrielles intra-africaines de 25 à 30 %, soit 36 – 43 Mds USD. En outre, selon la BAfD, le PIB du continent (3 Mds USD) pourrait atteindre 16 Mds USD d'ici 2060. Toutefois, les nombreuses négociations en cours jusqu'à fin 2021 et le faible nombre d'États ayant déposé leurs instruments de ratification (34 pays sur 54) empêchent la mise en place effective de cette zone.

Actualités pays

BURUNDI

Pas de brèves cette semaine.

COMORES

Validation de la Politique nationale de qualité. Le 29 décembre, le Ministère des finances comorien a validé la Politique Nationale de Qualité à l'issue d'un atelier de deux jours dans le cadre du Programme de partenariat commercial avec le Royaume-Uni (UKTP), financé par UKAid et le Centre du commerce international de l'OMC. Celle-ci vise à contrôler et authentifier la qualité des produits comoriens destinés à l'exportation, notamment les cultures de rentes comme l'ylang-ylang, la vanille et le girofle, facilitant leur accès au marché britannique. Parallèlement, le gouvernement japonais finance à hauteur de 3 MEUR la construction d'un laboratoire de contrôle qualité qui permettra de certifier la qualité de ces produits.

DJIBOUTI

Rapport de la mission du FMI sur les statistiques du secteur externe. Cette mission, conduite en début d'année 2020, est la 4^{ème} dans le cadre du projet du FMI d'améliorer les statistiques du secteur externe de 17 pays africains francophones. La mission soulève, entre autre, que les données IDE n'ont pas été incorporées dans les statistiques de la balance des paiements (BoP) depuis 2017 ; que la coopération entre la banque centrale et les producteurs de données (*National Investment Promotion Agency, Djibouti National Statistics Institute*) s'est améliorée ; et que les données sur les investissements prévus sont aujourd'hui incorporées dans la BoP alors que seuls les investissements réalisés doivent être inclus. Le FMI recommande la mise en place d'un plan d'action d'un an avec comme priorité l'incorporation des données portuaires d'IDE dans la BoP et la transmission de celle-ci au département statistique du FMI.

ERYTHREE

Pas de brèves cette semaine.

ETHIOPIE

Publication du premier rapport du FMI sur le secteur bancaire éthiopien. Afin d'aligner les indicateurs statistiques du pays aux critères méthodologiques établis par le Guide d'indicateurs de solidité financière du FMI, le Fonds a conclu sa première mission d'assistance technique (juin-juillet 2020). La Banque centrale est désormais en mesure de publier un rapport trimestriel sur 22 indicateurs financiers provenant des données de 17 banques commerciales. Ces indicateurs couvrent principalement : les fonds propres, les bénéfiques, la rentabilité et la liquidité. Le FMI a également fourni une assistance technique relative au calcul du stock de devises étrangères du pays et prévoit pour 2021 de poursuivre de travailler sur les fonds propres réglementaires/actifs pondérés en fonction des risques.

Introduction de l'obligation de publication des collatéraux mobiliers requis pour des prêts octroyés par les banques commerciales.

La Banque centrale exige depuis fin novembre que l'ensemble des 17 banques commerciales soumettent un rapport trimestriel et annuel indiquant le montant des prêts et avances approuvés et distribués en contrepartie de collatéraux en biens mobiliers. Cette nouvelle directive s'inscrit dans la stratégie gouvernementale visant à favoriser l'accès au crédit tout en assouplissant les exigences en matière de contreparties. Ainsi, depuis février 2020, les banques commerciales peuvent consentir des prêts contre un collatéral qui n'est plus uniquement un actif immobilier. En outre, la Banque centrale avait publié mi-septembre une directive similaire permettant aux banques commerciales d'accepter comme collatéral des produits agricoles, du bétail, des instruments financiers et des brevets afin d'approuver les prêts.

KENYA

Nouveau remboursement de prêt à l'Exim Bank of China. Le Trésor kenyan a annoncé que la dette de 1,48 md USD (168 Md KES) contractée auprès de l'Exim Bank of China en décembre 2015 pour la construction de la ligne ferroviaire Nairobi-Naivasha est arrivée à échéance après une période de grâce de 5 ans et que le remboursement se fera sous 30 paiements semestres pendant les 14 prochaines années. Les remboursements des prêts à l'Exim Bank of China augmenteront ainsi de 130 % cette année fiscale, pour s'établir à 71,4 Md KES et atteindront 111,47 Md KES l'année prochaine.

Le Kenya saisit le Club de Paris d'une demande de bénéficier au titre du premier semestre 2021 de l'initiative Club de Paris- G20 sur le moratoire du service de la dette (DSSI). Pour mémoire, 6 autres pays de la zone AEOI ont souscrit à l'initiative DSSI : les Comores, Djibouti, l'Ethiopie, Madagascar, l'Ouganda et la Tanzanie.

MADAGASCAR

Financement par la BAD de 42,9 MUSD pour renforcer le réseau électrique. Le 17 décembre, la Banque Africaine de Développement (BAD) a approuvé un prêt de 42,9 M SD dans le cadre de la 2^{ème} phase du Projet d'interconnexion et de renforcement du réseau électrique de transmission de Madagascar (PRIRTEM-II). Celui-ci, composé d'un prêt de 28,6 MUSD du Fonds africain de développement (FAD) et d'un prêt de 14,3 MUSD au titre de la Facilité d'appui pour la transition (FAT), consiste en la construction d'une ligne haute tension de 220 kV sur 135 km et vise à acheminer la production de la future centrale hydroélectrique de Sahofika (192 MW) sur le réseau interconnecté entre Tananarive et Antsirabe.

MAURICE

Financement de 33,3 MEUR par la BEI pour la fabrication de réactifs contre la Covid. La Banque Européenne d'Investissement a annoncé le 18 décembre l'approbation d'un prêt de 33,3 MEUR pour la mise en place à Maurice d'une usine de fabrication de réactifs pour le test et le traitement de la Covid-19, ainsi que d'autres maladies endémiques africaines comme Ebola, la dengue, la rougeole, le VIH ou la fièvre jaune. Évalué à un montant total de 47,5 MEUR, le projet bénéficie notamment d'un don de 3,2 MEUR de la *Foundation for Innovative New Diagnostics* (Find) basée en Suisse. L'usine sera développée par *Cape Bio Pharms Ltd*, filiale de la société sud-africaine *Cape Biologix Technologies*.

OUGANDA

Le pays cherche 976 MUSD pour financer la réhabilitation de son chemin de fer. Après avoir échoué, en 2017, à trouver les financements (2,3 MUSD) pour construire une nouvelle ligne de chemin de fer, le gouvernement s'est décidé à lancer la rénovation des anciennes. Le projet, dont le coût total est encore inconnu, devrait être complété dans les 5 ans et financé en partie par les partenaires du pays (976 MUSD) et par le gouvernement. Ce dernier a déjà obtenu un prêt de 57,3 MUSD de l'Union européenne pour moderniser et reconstruire la ligne Tororo-Gulu, qui offre un meilleur accès au Sud-Soudan. Les autres

lignes ferroviaires faisant parties du projet sont (i) Gulu-Pakwach qui reliera la région de Gulu, riche en pétrole, et le nord-est de la République démocratique du Congo (RDC) et (ii) la réhabilitation de la ligne Kampala-Kasese, qui reliera la capitale à la région riche en minerais de Rwenzori et à certaines parties de l'ouest de la RDC, pour un coût de 610 millions de dollars.

RWANDA

Nouvelles mesures de lutttes contre la Covid-19. Alors que le pays a vu, au cours des 2 dernières semaines, son nombre de cas positif augmenter de 1 335 personnes (8 567 au 3 janvier, d'après l'OMS), le 1^{er} ministre a annoncé, le 4 janvier, un durcissement des mesures sanitaires qui devraient impacter l'économie Rwandaise. Bien que le couvre-feu soit maintenu à 20h, tous les commerces (restaurants, centres commerciaux, boutiques...etc) devront désormais fermer à 18h ; les déplacements entre districts sont proscrit et la ville de Kigali verrouillée ; comme au plein cœur de la pandémie en 2020, les institutions publiques et privées ne pourront accueillir que 30 % des effectifs ; enfin, tous rassemblements de personnes, dans un cadre privé ou public sont interdits.

SEYCHELLES

Application du nouveau régime fiscal des entreprises. Le ministère des finances, de la planification économique et du commerce seychellois a annoncé le nouveau régime fiscal des entreprises, qui sera appliqué à partir de janvier 2021 sur la base de recommandations de l'OCDE. Selon ces derniers, les taux d'imposition des entreprises aux Seychelles sont élevés par rapport aux pays africains et autres Etats insulaires. Le gouvernement compte notamment rehausser le seuil du taux d'imposition des bénéfices : 15% pour les bénéfices inférieurs à 1 MSCR (contre 850 000 SCR auparavant) et 25 % pour les bénéfices supérieurs à ce seuil. Le taux appliqué actuellement aux secteurs « haut de gamme » (33 %) sera maintenu pour les secteurs comme les banques, l'assurance et les télécommunications.

SOMALIE

Accord pour l'extension de l'aéroport de Bosaso avec l'entreprise TISL. Les autorités du Puntland ont signé fin décembre un accord avec la compagnie émirienne TISL pour l'extension de l'aéroport de Bosaso. Ce second accord finalise un processus engagé en 2019 avec l'entreprise pour la gestion de l'aéroport. Cette signature intervient par ailleurs dans un contexte de tensions judiciaires entre le Puntland et l'entreprise DP World, également basée aux Emirats Arabes Unis, concernant la gestion du port de Bosaso. En 2020, l'aéroport de Bosaso était le quatrième du pays en termes de capacité.

SOUDAN

Paquet d'aide américain incluant un volet législatif et économique. Le 21 décembre, le Congrès est parvenu à un accord sur un projet de loi rétablissant l'immunité souveraine du Soudan, excluant cependant les poursuites intentées devant les tribunaux américains par les familles des victimes du 11 septembre et attribuant 150 MUSD provenant du Trésor américain, aux victimes africaines des attentats commis contre les ambassades américaines en Tanzanie et au Kenya de 1998, qui ont ensuite acquis la nationalité américaine. En plus du prêt relais de 1,0 Md USD pour l'apurement de ses arriérés vis-à-vis de la Banque Mondiale, le Soudan bénéficiera également de 1,1 Md USD de soutien des Etats-Unis. Le 22 décembre, le Secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo a publié une décision annulant les restrictions d'entrée aux Etats-Unis des responsables civils et militaires soudanais. Afin de lancer la mise en œuvre de ce paquet économique, le Secrétaire au Trésor américain est attendu le 6 janvier à Khartoum.

Creusement du déficit de la balance commercial sur les 9 premiers mois de l'année 2020. La balance commerciale du Soudan a enregistré un déficit de 3,8 Mds USD pour la période entre janvier et septembre 2020, en légère hausse par rapport à 2019 (+5 %). Malgré les effets de la pandémie, les exportations et importations pour cette période ont progressé respectivement de +9 % et +5 % s'établissant à

2,7 Mds USD et à 6,5 Mds USD. Les principaux postes d'exportation ont été l'or (920 MUSD, +96 %), le sésame (607 MUSD, +23 %), les animaux vivants (288 MUSD, -48 %) et l'arachide (248 MUSD, +60 %). La forte baisse des exportations d'animaux s'explique par l'arrêt des importations par l'Arabie Saoudite, principal acheteur d'animaux soudanais. Quant aux importations, les produits manufacturés et équipements industriels représentent les deux principaux postes avec environ 1 Md USD chacun, soit un montant identique à l'année dernière. Ils sont suivis par les produits pétroliers, plus de 900 MUSD contre 1 Mds USD en 2019, et le blé, dont l'achat a diminué de 25 % passant de 814 MUSD à 615 MUSD.

SOUDAN DU SUD

Une étude de la FAO indique que la famine pourrait toucher 7,5 millions de personnes. Les importantes pluies survenues depuis l'été 2020 au Soudan du Sud ont affecté plus d'un million de fermiers. La réduction des rendements agricoles consécutive pourrait placer un tiers de la population sud-soudanaise en besoin d'assistance humanitaire en 2021. Le rapport publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO) le 24 décembre 2020 indique également que 4,1 millions d'enfants pourraient nécessiter une assistance alimentaire en 2021.

TANZANIE

Les recettes publiques du secteur minier devraient augmenter de 33 % d'ici 2024. Selon le ministre tanzanien des Mines les recettes du secteur minier passeraient de 227 MUSD, prévus pour l'exercice fiscal 2020, à plus de 302 MUSD en 2023 ou 2024. Les autorités tanzaniennes comptent sur la production des mines d'or en exploitation dans le pays et sur les retombées financières attendues de l'accord signé avec le géant minier *Barrick*. Après deux ans de différend fiscal, les autorités tanzaniennes et le groupe *barrick* se sont entendus, début 2020, pour créer une coentreprise, *Twiga Mining Company*, chargée de superviser les futures opérations d'extraction d'or de *Barrick Gold*.

La Tanzanie envisage d'acheter 4 nouveaux bateaux de pêche à positionner dans l'Océan Indien. L'objectif est d'améliorer les performances de la pêche hauturière et de participer à la lutte contre la pêche illégale dans la région. Le ministère tanzanien de la pêche considère que cette valorisation de la flotte va créer environ 45000 emplois, au profit des jeunes en particulier. Des consignes devraient être données aux conseils régionaux et aux banques pour faciliter l'accès aux prêts bancaires des pêcheurs et permettre ainsi l'acquisition de meilleurs équipements.

Réduction sa facture énergétique de 15,6 Md USD entre juillet 2004 à septembre 2020. Selon la *Tanzania Petroleum Development Corporation* (TPDC), cette diminution provient de l'utilisation du gaz naturel, qui tend à se substituer à celle du fuel lourd (HFO), plutôt onéreuse, et à d'autres produits pétroliers importés. L'évaluation de TPDC montre que le pays a économisé 13,21 Mds USD pour la génération d'électricité et 2,38 Mds USD pour les industries qui ont opté pour le gaz naturel comme source d'énergie. Le gaz naturel, bien meilleur marché que des produits pétroliers tels que le diesel, l'essence et le kérosène, est aussi utilisé dans les foyers et comme carburant pour les véhicules à moteur. Ainsi, plus de 1000 foyers utilisent le gaz naturel à Dar es Salam et dans la région de Mtwara mais une seule station GNL est disponible pour les voitures à Dar es Salam, et seulement deux centres de conversion des véhicules sont opérationnels à Dar es Salam (*Bico-UDSM* et l'institut de technologie de Dar es Salam-DIT). Le gouvernement prévoit de construire cinq nouvelles stations GNL pour véhicules à Dar es Salam (Ubungu, Kibaha, la zone du Ferry Fish Market, Muhimbili National Hospital, l'Université de Dar es Salam. Pour l'heure, plus de 400 véhicules utilisent le gaz naturel.

CONTACTS

SER de NAIROBI

Kenya, Somalie, Burundi

Page pays : [Kenya](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN Jerome.BACONIN@dgtresor.gouv.fr



SE de TANANARIVE

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr



SE D'ADDIS ABABA

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr



SE de KAMPALA

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr



SE DE DAR ES SALAM

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Philippe GALLI Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr



SE de KHARTOUM

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS Rafael.SANTOS@dgtresor.gouv.fr



AMBASSADE DE FRANCE AU RWANDA

Rwanda

Ambassade de France au Rwanda : <https://rw.ambafrance.org/>

Contact : Lina BEN HAMIDA lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

